

LE 18 NOVEMBRE 2023,

OBJET : consultation publique N°2023-08 du 12 octobre 2023 relative au prochain tarif d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel de GRDF

Le Sigeif, acteur incontournable de l'énergie en Île-de-France

Le Sigeif, en tant que premier syndicat d'énergie en France, joue un rôle crucial dans la distribution d'énergie depuis 1904.

A ce jour, le Sigeif est propriétaire de plus de 9 500 km de réseau de distribution publique de gaz pour nos 189 communes adhérentes à cette compétence, de plus de 9 300 km de réseau de distribution publique d'électricité pour nos 66 communes adhérentes et d'environ 1 000 points de recharge pour les véhicules électriques pour nos 102 communes adhérentes. S'agissant de mobilité durable, le Sigeif a créé dès 2016 la Sem Sigeif Mobilités qui développe des stations de bioGNV pour les véhicules lourds visant à réduire de 80% les émissions de CO2 et la quasi-totalité des particules fines. Le syndicat coordonne également un groupement d'achat de gaz pour plus de 480 membres représentant 3 TWh/an et environ 11 000 points de comptage. Enfin, le Sigeif est engagé dans le développement des énergies renouvelables (photovoltaïque, biométhane et chaleur renouvelable) et dans la rénovation énergétique.

La gouvernance partagée des investissements sur le territoire du Sigeif et des actions pour la transition énergétique

Depuis sa création, le Syndicat a vécu plusieurs transitions gazières aussi bien sur la nature du gaz que dans ses usages. Il sait mieux que d'autres que le tarif est un outil influant sur les transformations nécessaires pour un service public de qualité et durable.

Si les évolutions proposées concernent 1,2 million d'usagers raccordés à notre réseau public de gaz et profitent par la péréquation aux autres autorités concédantes, nous souhaitons toutefois garder la maîtrise des investissements et des actions de transition énergétique sur notre territoire.

Après avoir assisté la FNCCR dans la négociation du nouveau modèle de convention, nous avons de fait décliné le modèle pour le Sigeif pour tenir compte de nos singularités locales (renouvellement important de canalisations en fonte ductile, plus de 100 000 conduites d'immeubles, ...) avec un schéma directeur des investissements (SDI) sur 30 ans ainsi qu'un plan d'actions quinquennal pour la transition énergétique ambitieux (TE) qui a vocation à être renouvelé et actualisé à l'issue de chaque période. Ce nouveau contrat signé avec GRDF en octobre 2022 renforce la gouvernance locale partagée pour réussir la transition énergétique avec un gaz renouvelable avant le terme du contrat acheminé en sécurité auprès des usagers.

Or, si nous sommes favorables à de nombreuses propositions faites (voir réponses portées par la FNCCR), plusieurs pistes risquent de freiner la dynamique engagée sur le territoire du Sigeif sur ces deux volets (Schéma Directeur des Investissements et actions pour la Transition Énergétique) avec un cadrage national fort ayant des retombées locales.

Le Sigeif est défavorable à la proposition de régulation des investissements (Question 18)

En particulier, la CRE évoque au paragraphe 3.3.2.3, page 36, « la mise en place d'une régulation incitative à la maîtrise et à la priorisation des investissements, via la détermination d'une enveloppe d'investissements sur la période tarifaire » avec l'idée que « les gestionnaires de réseaux doivent optimiser la gestion de leurs actifs ». Il convient d'abord de souligner le fait que ces réseaux sont les nôtres et non ceux de GRDF. En tant que propriétaire de nos réseaux publics de distribution d'énergie (gaz et électricité), nous exigeons du concessionnaire obligé qu'il investisse avec efficacité selon les priorités de notre territoire partagées lors de nos instances de gouvernance. Notre rôle d'autorité organisatrice de la distribution d'énergie tel que décrit dans le code de l'énergie (voir notamment article L432-1) est renforcé localement par notre nouveau contrat de concession et nous refusons que ce rôle soit affaibli par la proposition qui est faite.

Le Sigeif alerte sur une réduction trop importante des charges nettes d'exploitation (Questions 25, 26, 34 & 36)

En cohérence avec les investissements de sécurité sur le réseau, nous partageons la nécessité de maîtriser les charges d'exploitation. Toutefois, il est important que le concessionnaire maintienne les compétences de son personnel et sa capacité à intervenir en urgence 24h/24 et 7j/7.

De plus, il me semble important que le tarif donne des marges de manœuvre à GRDF pour innover et contribuer à la réussite de la transition énergétique. Notre contrat les engage à des actions de sensibilisation à la maîtrise de l'énergie et au développement des gaz renouvelables. Nous sommes en effet convaincus qu'il faut réduire les consommations unitaires et inciter les producteurs de gaz à se développer. Pour ces deux raisons, le tarif ne doit pas contraindre les efforts de communication et de R&D du concessionnaire.

Le Sigeif invite à créer un cadre attractif pour les gaz renouvelables (Question 51)

Une simplification du timbre d'injection avec un niveau attractif serait également appréciée. Sachez que le Sigeif travaille avec plusieurs collectivités locales et syndicats de traitement des déchets pour encourager la production de gaz renouvelable. Cela se traduit par des subventions ou des participations pour des études ou des réalisations d'unités de méthanisation par exemple, comme celle en projet sur le port de Gennevilliers avec le Syctom.